

Ce numéro du
nouvel Economiste est
imprimable gratuitement

Journal fondé en 1919
par René Tancrede

Directeur
Jean-René Tancrede

LES ANNONCES DE LA SEINE

Journal Officiel d'Annonces Légales
Informations Générales - Judiciaires et Techniques

Votre journal d'annonces
légales en région parisienne



La disponibilité,
la précision, la rapidité

Le Journal

Annonces légales et adjudications :

- dans les départements 75-78-92-93-94
- réseau de correspondants en province

Bi-hebdomadaire : lundi - jeudi

Jurisprudence récente et diversifiée des
Cours et Tribunaux

Articles de doctrine

Abonnement annuel : 95 euros

BALO - BODACC

Les formalités

Toutes formalités près les :

- Centres des Impôts
- Greffes des Tribunaux de Commerce
- Chambres de Commerce et Métiers

Gestion personnalisée des dossiers

INPI - OMPI

Traductions jurées

Levée des Toques et démarches au Palais
pour tous les auxiliaires de justice

Domiciliation Commerciale

Permanence Téléphonique

12, rue Notre-Dame des Victoires
75002 Paris

Téléphone : 01 42 60 36 35

Fax : 01 47 03 92 15

e-mail : as@annonces-de-la-seine.com

www.annonces-de-la-seine.com

www.ledenouveleconomiste.fr

Entreprises,
Affaires publiques,
Economie sociale
34^e année - N° 1454

Le nouvel Economiste

Dossiers
Management p. 21
Finance p. 25

Jeudi 20 novembre 2008

Le journal des pouvoirs d'aujourd'hui

Hebdomadaire 3 €

Le pouvoir selon moi

"Sa parole est rare, mais claque comme
un coup de fouet quand elle se fait entendre."

Saïd Mahrane, à propos d'Edouard Balladur,
Le Point

Vu autrement
Obamania médiatique p.6

Pouvoirs d'aujourd'hui
Remarquée

Marion Guillou, présidente
de Polytechnique p.8

Insubmersible
Ségolène Royal,
par S. Pierre-Brossolette

Pouvoir médiatique
Nicole Bacharan,
Miss America p.10

Fonction DSI
Jean-Marc Lagoutte,
l'agent du changement
Cheville ouvrière
L'expérience fait le sage

Vu d'en haut
Un entretien avec
Xavier Fontanet,
Pdg d'Essilor. p.16



Ruptures

Casseur de codes
Bernard Darniche, la lumière
au bout du tunnel p.12

Numérique

TNT HD - Le dividende
numérique p.14

Les Dossiers

ENTREPRISE & MANAGEMENT

EXPATRIES
Protection rapprochée
p.21

ENTREPRISES FAMILIALES COTEES
En bon père
de famille p.25

Paul Le Clerc,
"C'est moins le profil des sociétés
qui évolue que celui
des entrepreneurs" p.30

Lettre ouverte...

au président de la République,
par Marie-France Tchakaloff p.34

M 02191 - 1454 - F: 3,00 €



Allons enfants et caetera

L'identité nationale, un sentiment à restaurer.



A l'origine, il s'agit de ces dénominateurs communs tels que : la langue, l'histoire, ou encore la laïcité qui permettent à ceux qui vivent sur un même territoire de se sentir liés par une histoire et un destin.

Cantonné depuis 25 ans dans le ghetto politique de l'extrême droite, le thème de l'identité nationale est réapparu lors des élections présidentielles. Définir cette notion est source de difficultés. A l'origine, il s'agit de ces dénominateurs communs tels que : la langue, l'histoire ou encore la laïcité qui permettent à ceux qui vivent sur un même territoire de se sentir liés par une histoire et un destin. Mais aujourd'hui s'affrontent les militants d'une conception restrictive de l'identité nationale et les partisans de l'ouverture, désireux d'intégrer l'histoire et la culture de ceux qui ont rejoint plus récemment la communauté nationale. Tous ne doivent cependant pas oublier que l'identité nationale a, ces dernières années, été concurrencée par la décentralisation, la construction européenne, la mondialisation et la montée du communautarisme. Redéfinir cette idée nécessite de confirmer le socle républicain (égalité, laïcité, prééminence de la langue) mais aussi d'intégrer certains épisodes historiques et de nouvelles commémorations. L'enjeu est de taille : donner à l'identité nationale la possibilité de remplir sa fonction : être le ciment qui permet à toutes les composantes d'une société de plus en plus métissée de mieux vivre ensemble.

► Lire p.2

ECONOMIE POLITIQUE

Le temps qui passe

Quand le libéralisme s'effondre, le retour de l'Etat s'impose et le PS implose !

Par Henry Laurent

On peut parfaitement, en guise de compliment, dire que le G 20 fut un succès puisqu'il n'a pas été un échec et que c'était là, en somme, son premier enjeu. Certains espèrent, et ils n'ont pas forcément l'esprit plus retors, que le congrès de Reims aura permis de solder l'interminable transhumance socialiste engagée depuis la fin de Mitterrand. Il fut un temps où la France se piquait d'avoir la droite la plus bête du monde. La gauche, sitôt Jospin abattu en vol, a repris le témoin avec l'insouciance des enfants indignes. Le socialisme

de papa, celui des Jaurès, Blum, Mollet, Mendès et Mitterrand est-il mort pour le compte ? Balayons l'idée, discutable, probablement fautive, selon laquelle la perversion du PS par ses propres élites dirigeantes ferait le crépuscule de la gauche socialiste. Les apprentis Dieu sont certainement tombés sur la tête, mais la France reste une terre de gauche fertile. L'écroulement de Wall Street ne profite pas plus à Besancenot aujourd'hui que naguère la chute du communisme aux thèses de l'extrême droite. L'irrésistible ascension du lepénisme, on ne l'a pas oublié, devait autant à l'indi-

gente pensée de droite, l'absence criarde de leadership, et le machiavélisme d'un sphinx nommé Mitterrand.

Egotistes, les socialistes ne sont tout de même pas assez stupides pour entretenir une confusion des esprits autour des calamités de la finance, des réalités du marché, le retour inévitable de l'Etat, la nécessaire régulation et l'économie administrée qui a bu la tasse à la fin des années 80. Au lendemain du méga-sommet de Washington, Strauss-Kahn appelait son monde (et ses camarades socialistes) à affronter...

► Lire p.7

XAVIER FONTANET

"L'actionnariat salarié, évolution fondamentale du capitalisme"

Le patron du numéro un mondial de l'optique a une vision toute personnelle des ressorts du management et de clés de l'innovation.

Par Patrick Arnoux & Philippe Plassart

Une certaine vision de l'entreprise, délibérément humaniste, des convictions solidement chevillées à l'âme, de celles qui bataillent autant contre Marx que contre les tenants de l'économie financière. Depuis 18 ans, en vraie grandeur, à la tête de ce groupe international de 4 000 salariés, il démontre ainsi les vertus de l'actionna-

riat salarié, concept de management si peu répandu, si décrié. Il lui a permis de bâtir un leader mondial de la vision, à coups d'acquisitions et d'innovations. Cet ingénieur passé par le BCG et la barre des Chantiers Bénéteau pourrait vous convaincre que les découvertes de son groupe en font un bienfaiteur de l'humanité.

► Lire p. 16

FINANCE ISLAMIQUE

La charia à la corbeille

La Place de Paris veut devenir "islamo-compatible" pour attirer les capitaux.

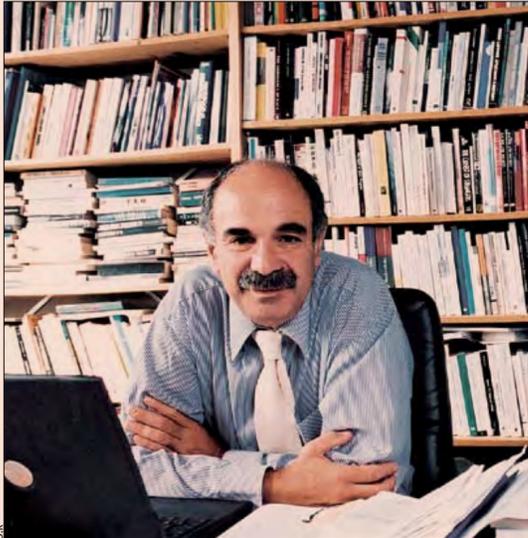
Par Jean-Michel Lamy

"Renoncez, si vous êtes croyants, à ce qui vous reste des profits de l'usure. Si vous vous repentez, votre capital vous restera. Ne lésez personne et vous ne serez pas lésés." Non, il ne s'agit pas d'une publicité alléchante sur de nouveaux produits financiers, mais d'une citation du Coran (sourate Albakara) reprise dans le dossier de la Revue Banque de novembre 2007 consacré à la finance islamique. Car c'est un marché à prendre ! "Les capitaux gérés ou sus-

ceptibles d'être gérés dans le cadre de la finance islamique vont connaître une croissance rapide et durable : de 700 milliards de dollars aujourd'hui à 1300 milliards à l'horizon 2020", estime Arnaud de Bresson, le délégué général de Paris Europlace. Et la Place financière française de mettre en avant ses atouts pour attirer ce type de capitaux. Certes, les difficultés actuelles de la finance internationale donnent en contrepoint un vrai pouvoir de séduction...

► Lire p. 6

A la une



«La gauche comme la droite ont été ténanisées par le Front national. En outre il était difficile de mettre en avant l'idée de nation au moment où l'on construisait l'Europe.»

Par Franck Bouaziz

Paris, Stade de France, mardi 14 octobre 2008. Les sifflets émis des tribunes pendant la *Marseillaise* déclenchent une polémique nationale à laquelle les 80 000 spectateurs et les 22 joueurs des équipes de France et de Tunisie ne s'attendaient sûrement pas. Ce n'est

(Ed.Larousse). «On pourrait la définir comme l'appropriation plus ou moins consciente de ce legs du passé qui s'enrichit tous les jours. Ce sont également des valeurs partagées, indispensables pour le commerce des hommes, sinon on tombe dans le côté à côté concurrentiel caractérisé par des stratégies individuelles et le chacun pour soi. L'identité nationale sup-

«On pourrait la définir comme l'appropriation plus ou moins consciente de ce leg du passé qui s'enrichit tous les jours»

d'ailleurs pas la première fois que l'hymne national est conspué. Sept ans plus tôt, presque jour pour jour, le même phénomène se produit, toujours au Stade de France, lors d'une rencontre France/Algérie : le Président de l'époque, Jacques Chirac, décide de quitter la tribune. Cette fois-ci l'événement ne s'éteint pas après le coup de sifflet final : le ministre de l'Intérieur demande une enquête préliminaire au parquet de Bobigny (Seine-Saint-Denis). Michèle Alliot-Marie, en outre, rappelle l'existence d'un texte de loi, adopté le 24 janvier 2003, sanctionnant d'une peine de six mois d'emprisonnement et 7 500 euros d'amende l'outrage au drapeau français et à l'hymne national. Derrière cet événement, la puissance des réactions qu'il suscite, apparaît en filigrane mais de façon récurrente une interrogation plus profonde : celle du sens et de la place de l'identité nationale dans la société française.

La définition même fait débat

Aujourd'hui, cette notion peut apparaître tour à tour désuète, radicale ou encore impalpable. Confronté à une tentative de définition, le pouvoir intellectuel français se range en deux courants distincts, voire carrément antagonistes. Les sceptiques qui se contenteraient bien d'une définition minimaliste, à manier avec précaution, et les enthousiastes, convaincus du rôle central de l'identité nationale comme puissant fédérateur, à l'image de Daniel Lefeuvre, professeur d'histoire à Paris VIII et auteur d'un récent ouvrage au titre provocateur : *Faut-il avoir honte de l'identité nationale* ?

de l'été 1998, une équipe nationale a remporté la Coupe du monde de football, déclenchant ainsi un sentiment de joie apte à transcender les différences sociales, culturelles ou ethniques.

La confiscation par l'extrême droite

Reste que la notion d'identité nationale véhicule, depuis au moins deux décennies, une image très conservatrice propre à la cantonner à un seul courant politique : l'extrême droite qui l'a confisquée et en a fait son fonds de commerce électoral. «*La France a perdu 20 ans à ne pas s'atteler à une définition positive de l'identité nationale. La gauche comme la droite ont été ténanisées par le Front national, à partir de l'élection municipale de Dreux de 1983. D'autant plus que la gauche avait instrumentalisé le Front national. En outre il était difficile de mettre en avant l'idée de nation au moment où l'on construisait l'Europe*», rappelle le sociologue Michel Wieviorka, directeur de recherche à l'Ecole des hautes études en sciences sociales (EHESS).

La concurrence régionaliste, européenne et mondiale

L'identité nationale récupérée et confisquée par l'extrême droite, doit, en outre, faire face à une série de concurrences. Le mouvement de décentralisation entamé en 1982 renforce, de manière institutionnelle, le sentiment régional et serait en outre créateur de disparités. «*La décentralisation a généré des distorsions sur le territoire. En matière scolaire, les dotations ne sont pas toutes les mêmes pour les collèges. Idem pour le réseau ferroviaire où les régions les plus riches sont les mieux équipées. Enfin avec le statut de la Corse, on a créé un précédent dangereux, en donnant à une assemblée régionale des pouvoirs normalement dévolus au Parlement*», s'inquiète l'historien Daniel Lefeuvre.

La construction européenne apparaît, elle aussi, comme un sérieux concurrent face à l'identité nationale. La supra-nationalité en matière législative ou encore la conduite de la politique monétaire par la Banque centrale européenne (BCE) peuvent apparaître comme autant de dépossessions. «*A la*

différence de la nation, l'Union européenne n'est pas un espace protecteur face aux risques sociaux. Elle a par exemple été incapable de protéger ses travailleurs contre le dumping social de la Chine», accuse Daniel Lefeuvre. Enfin, la mondialisation vient à son tour brouiller les cartes, car la France vit ce mouvement comme une agres-

«Elle vise l'objectif d'un mieux vivre en commun de la société française

sion plus qu'un progrès. Dans un remarquable ouvrage sur l'identité économique de la France, l'enseignant et chercheur David Todd démontre qu'à partir de 1830, la France s'est construite sur une doctrine protectionniste, en opposition avec l'Angleterre, chantre du libre-échangeisme. «*Il est difficile de se débarrasser de sa culture du jour au lendemain, or le capitalisme français est nationaliste et égalitaire. Lorsque Dominique de Villepin s'empare de la notion de patriotisme économique, il est en fait l'héritier de Thiers et il est intéressant de constater que tous deux ont écrit des ouvrages sur Napoléon*», analyse ce jeune professeur d'histoire des idées économiques à Cambridge. Cette difficulté à s'inscrire dans la mondialisation se retrouve au moment de l'émoi suscité par le rachat du sidérurgiste Arcelor par l'Indien Mittal, ou encore avec le rôle actif joué par la Caisse des dépôts et consignations,

La confiscation du thème et un enseignement de l'histoire un peu trop monocore seraient donc responsables de cette désuétude de l'identité nationale

à l'été 2007, pour défendre le groupe français de BTP Eiffage, objet d'une OPA inamicale menée par son concurrent espagnol Sacyr.

La tentation d'identité communautaire

Face à cette identité nationale en crise, de moins en moins capable de servir de «liant social», certains, notamment ceux arrivés plus récemment dans l'Hexagone, sont tentés de privilégier une autre identité, celle de leur communauté religieuse ou culturelle. Là encore, deux thèses s'affrontent : Pour les tenants d'une vision conservatrice de l'identité nationale, le mul-

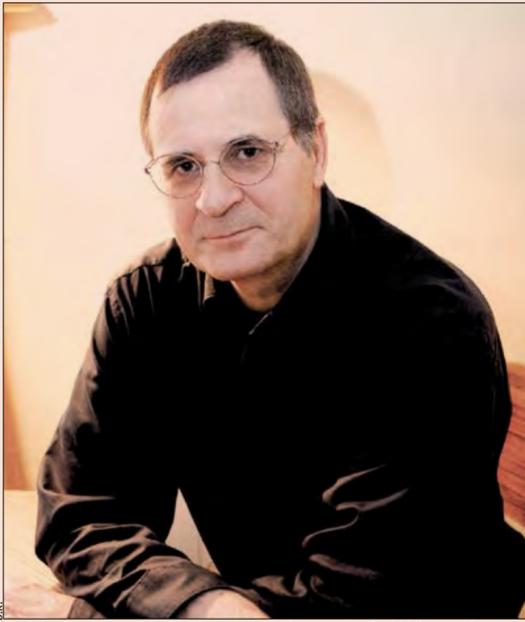
ticulturalisme aurait favorisé le communautarisme, en cédant sur quelques notions clés comme l'égalité absolue des sexes ou le port des signes religieux dans l'espace professionnel. Résultat, dans certaines zones du territoire, l'appartenance religieuse l'emporterait sur la citoyenneté. «*J'ai enseigné durant 20 ans en Seine-Saint-*

Denis et j'ai vu monter dans une partie de la jeunesse un sentiment de non-appartenance à l'identité française», prévient Michel Renard, co-auteur avec Daniel Lefeuvre de l'ouvrage : *Faut il avoir honte l'identité nationale* ? Un constat corroboré par le rapport d'un inspecteur général de l'Education nationale, Jean-Pierre Obin, qui en 2004 constatait que dans les collèges de ce département, l'enseignement en histoire - de la Shoah, du colonialisme ou des conséquences du 11-septembre - devenait difficile et donnait lieu à des contestations. A l'époque, le ministre n'avait pas jugé bon de diffuser ce document.

En opposition à ce courant, plusieurs chercheurs se livrent au préalable à un diagnostic : «*La France a mauvaise conscience sur la question de la colonisation et il y a un non-débat sur la guerre d'Algérie*», constate Michel Wieviorka. «*L'histoire ne regarde pas les hommes du*

Sud, c'est une conception archaïque», regrette le spécialiste de l'histoire du Maghreb, à l'Institut national des langues et cultures orientales (Inalco) Benjamin Stora. «*Dans le tracé de l'histoire enseigné à l'école primaire, il s'est produit des occultations. On a ainsi occulté le point de vue des Vendéens lors de la Révolution. La traite des Noirs n'existait pas dans les manuels des années 60/70*», se remémore l'enseignante Suzanne Citron, auteur d'un article au titre sans équivoque : «*Oublier nos crimes, une spécificité française*».

La confiscation du thème de l'identité nationale par une famille politique et un enseignement de l'histoire un peu trop monocore seraient donc



Daniel Lefeuvre : «Ce sont également des valeurs partagées, indispensables pour le commerce des hommes».

responsables de cette désuétude de l'identité nationale.

2007, l'année du revival

Toutefois, la campagne présidentielle a remis cette notion au goût du jour. Nicolas Sarkozy et Ségolène Royal l'ont réintroduite dans le débat, chacun à leur façon. En mars 2007, la candidate socialiste invite les Français à posséder un drapeau tricolore chez eux et à l'exposer à leur fenêtre, le jour de la fête nationale. «*À l'origine de la crise de l'identité nationale, il y a le renoncement*

Que tous ceux qui s'estiment actuellement exclus de cette notion se sentent, à l'avenir, pleinement intégrés à une nouvelle définition qui prenne en compte leur vécu et leur histoire

Acquérir une nationalité Petit tour d'horizon occidental

En France, la nationalité s'acquiert par la filiation si l'un ou les deux parents est de nationalité française. Elle s'obtient aussi par la naissance sur le sol français pour les enfants de parents étrangers. Elle intervient alors de plein droit, mais nécessite d'avoir résidé en France pendant au moins cinq années. Le mariage avec un conjoint français permet d'obtenir la nationalité française à condi-

Aux Etats-Unis, le candidat doit montrer son attachement à la nation américaine en prêtant serment autour de trois engagements principaux (...)

tion de justifier de trois années de résidence commune en France ou d'une communauté de vie de 5 ans. Enfin, une personne née hors de France de parents non-Français peut demander sa naturalisation à condition d'avoir résidé de façon habituelle en France au cours des 5 dernières années de ne pas avoir été condamné à une peine de plus de six mois de prison. Il faut enfin justifier de son adhésion à la communauté française à travers la maîtrise de la langue et des droits et devoirs liés à la nationalité française. La naturalisation est une décision discrétionnaire de l'Etat, accordée par décret. La plupart des Etats occidentaux reprennent ces notions en les modifiant

F.B.

A la une

dirigeantes de la Cité de l'immigration. Un lieu de mémoire voulu par Jacques Chirac et inauguré l'an dernier. Ces prises de position marquées d'un côté comme de l'autre ont en tout cas un avantage. Ce qui était, avant cette date, un quasi-monopole du discours du Front national retrouve sa place dans le débat politique. Tout l'enjeu est maintenant de parvenir à une définition de l'identité nationale qui, tout en conservant un socle républicain, permette l'adhésion du plus grand nombre.

Enrichir le concept

Certes, aucune définition ne figure par exemple dans la Constitution, mais un consensus semble se dégager autour d'un certain nombre d'éléments «basiques» tels que la langue, l'égalité hommes/femmes et la laïcité. «*Je suis d'accord pour relifiter l'identité nationale en enrichissant l'histoire nationale, en intégrant les mémoires blessées et en aboutissant à un discours républicain métissé. C'est une tâche fondamentale à l'égard de millions de jeunes. Plutôt que de supprimer des dates de commémoration, il faut en rajouter et notamment une pour l'abolition de l'esclavage*», propose Benjamin Stora qui s'étonne qu'il n'y ait pas une seule chaire d'histoire sur la décolonisation en France. Le sociologue Michel Wieviorka va dans la même direction. «*Il est important que la France puisse reconnaître ses torts historiques et cultive sa tradition d'ouverture et d'accueil. Il faut accepter la diversité dans une conception américaine. Barack Obama est très américain et la nation américaine est renforcée quand elle laisse sa place à la diversité*».

Il suggère également de faire un peu de marketing

autour du français. «*Une grande nation doit donner envie d'apprendre sa langue, elle doit être suffisamment désirable pour que des moyens y soient investis*». Au-delà de l'enseignement de l'histoire de France, le modèle scolaire national est également au coeur du débat pour son mode de sélection. «*Le système français est un système aristocratique*», fustige Suzanne Citron. Les récentes avancées en matière d'égalité des chances, comme celles prises par Sciences-Po pour favoriser le recrutement des lycéens issus de quartiers sensibles apparaissent comme trop embryonnaires. «*Cela ne concerne qu'une cinquantaine d'établissements.*

Aux Etats-Unis, le Texas a pris des mesures du même type concernant l'intégralité des établissements scolaires de l'Etat», détaille Patrick Weil qui enseigne actuellement à la faculté de droit d'Harvard. Si les pouvoirs publics veulent s'atteler à cette tâche difficile, mais essentielle de refondation de l'identité nationale, ils devront vraisemblablement intégrer cette notion d'élargissement du concept. L'objectif est que tous ceux qui s'estiment exclus de cette notion se sentent, à l'avenir, pleinement intégrés à une nouvelle définition qui prenne en compte leur vécu et leur histoire. En contrepartie, l'identité nationale ainsi rebâtie doit être perçue comme une donnée non-négociable, qui s'impose à tous et intégralement. Faudrait-il alors considérer, dans le préambule de la Constitution, que la République est une, indivisible et... plurielle ?

F.B.

Éditorial

Pour mieux vivre ensemble

Régionalisme, communautarisme, immigration, il n'est pas un pays qui ne soit pas concerné par ces problématiques. Et la France n'échappe pas à la règle.

Récupérée et dénaturée par la bien-pensance de droite, ringardisée et longtemps considérée comme un gros mot par celle de gauche, la notion d'identité nationale, telle que com-



prise et vécue aujourd'hui, ne remplit plus son office d'intégration et de cohésion d'une société de plus en plus métissée. Il y a donc urgence à restaurer, si ce n'est redéfinir, les principes, les références et les valeurs, qui, au-delà de la laïcité, du droit du sol ou de la langue, doivent permettre à tout un chacun de mieux vivre ensemble. Henri J. Nijdam

Le nouvel Economiste

Entreprises, Affaires Publiques, Economie sociale

«Le journal des Pouvoirs d'aujourd'hui»

Economique, administratif, politique, social, judiciaire, intellectuel, spirituel, médiatique.

5, passage Piver - 75011 Paris

Henri J. Nijdam, Président directeur de la publication
henri.nijdam@nouveleeconomiste.fr

Gaël Tchakaloff, Directrice déléguée
gael.tchakaloff@nouveleeconomiste.fr

E-mail : prenom.nom@nouveleeconomiste.fr

Abonnements : abonements@nouveleeconomiste.fr
1 an 149 € ht (152,13 € TTC)

Editorialistes

Michèle Cotta, Henry Lauret, Jean-Luc Mano, Sylvie Pierre-Brossollette, Gaël Tchakaloff

Rédaction - Tél. 01 58 30 83 63 - Fax 01 58 30 64 65 - Directeur de la rédaction : Henri J. Nijdam. Rédacteurs en chef : Patrick Arnoux (83 61), Philippe Plassart (83 62). Rédacteur en chef adjoint : Jean-Michel Lamy (87 89). Grands reporters : Franck Bouaziz (88 05), Yves Derai, Jacques Secondi (85 56). Reporter : Benoît Delmas (85 93). Journalistes : Caroline Castets (85 54), Sovanny Chhun (89 00), Nelly Jones (89 00), Edouard Laugier (85 53), Julien Tarby (85 94). Responsable editing & production : Basile Escoffier / BWE Concept (83 64). Maquettiste : Alexis Duport (63 77). Correction - révision : Sophie Lamotte d'Argy. Site Internet : Aurélie Percheron. Création : Draftgraphic.

Diffusion - abonnements - Tél. 01 75 444 100 - Fax 01 75 444 119 - Juliette Mesnil (100), Laurie Lambert (102), Sylvia Lamhene (Marionne Conseil).

Marketing-publicité - Directeur de la publicité : Jean-Baptiste Leprince (01 75 444 105). Equipe commerciale : Delphine Baudy (109), Antoine Fonsagriv (110), Olivia Garson (107), Jonathan Grain (111), David Marquis (106). Marketing internet : Djénéba Diaby (114). Etudes & media-planning : Jeanne Arnaud (108), Célia Parigi (113), Danièle Saracino (112). Fax : 01 75 444 119. Publicité régionale et secteur Enseignement et Formation : Régie Media Communication, 38, rue de Bassano 75008 Paris, tél 01 47 20 56 27 - fax 01 47 20 39 13 - Mail : regie.media@wanadoo.fr. Publicité Internationale : Veritas Communications, tél. 01 42 79 51 73, courrier : info@gscveritas.com ; Mediamonde, Paris, tél. 01 53 75 09 75.

Administration - Comptabilité - Tél. 01 75 444 104 - Fax 01 75 444 118 - Rabia Laredji (104), Saleha Medj (103)

Le nouvel Economiste est édité par Publications du Nouvel Economiste, S.A. au capital de 1844633 euros. Imprimé en Espagne : Rotimpres, C/Pla. de l'Estany S/N, Poligon Casa Nova, 17181 Aiguaviva. Dépôt légal : janvier 1993. Numéro de commission paritaire : 0910C85258. ISSN : 0395-6458. Principal actionnaire : Financière Nouvel Economiste S.A. [Média capital (HJ) Nijdam], Compagnie Européenne des Médias (J. Abergel), Triple A (P. Pelletier), Dantan].



Rectificatif

Le dossier fusion-acquisition intitulé «*Sous le voile de la mariée*» (LNE N°1452) comporte une erreur dans la première citation de Mme Anne-Laure Brun Buisson, avocate associée au cabinet Bird & Bird. Il fallait lire "les opération de LBO ont perdu leur L "car il n'y a plus de dette senior" et non "car il n'y a plus de mezzanine".

Le journal des pouvoirs d'aujourd'hui

Les preuves pour 149 €*

Abonnement 1 an

* 152,13 € TTC



Les modèles anglo-saxon et européen à l'épreuve de la crise.

Le nouvel Economiste

5, passage Piver - 75011 - Paris

Tél. : 01 75 44 41 00 - Fax : 01 75 44 41 19

abonnements@nouveleeconomiste.fr

Avis autorisés

“Quelles sont les composantes de l'identité nationale ?”

Brice Hortefeux,
ministre de l'Immigration,
de l'Intégration, de l'Identité
nationale et du
développement solidaire

*“Un héritage commun,
un destin partagé mais aussi
un projet collectif”*

L'identité nationale n'est ni l'exclusion, ni le repli sur soi, ni un retour vers le passé. Bien au contraire, faire appel à notre identité, c'est rappeler aux Français qu'ils ont un

héritage commun, un destin partagé mais aussi un projet collectif. Promouvoir l'identité nationale signifie refuser le nationalisme, écarter le communautarisme et renoncer aux identités exclusives. C'est accepter la diversité et vouloir donner aux étrangers un guide de valeurs républicaines à respecter. L'identité nationale n'est pas un concept figé ni fermé, mais bien une boussole pour tous les Français comme pour celles et ceux qui aspirent à le devenir.



D.R. *“Une boussole pour tous les Français comme pour celles et ceux qui aspirent à le devenir.”*

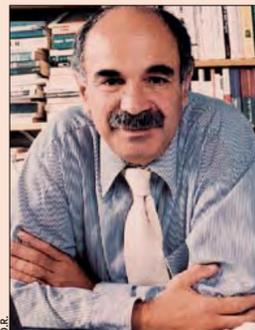
Michel Wiewiorka,
sociologue, directeur d'études
à l'École des hautes études
en sciences sociales (EHESS)

*“Lui donner un contenu
progressiste et ouvert”*

Elle se définit à partir de trois types d'éléments : culturels d'abord. La nation évoque le mieux vivre ensemble à travers des traditions aussi bien culinaires que vestimentaires, politiques ensuite en se référant à l'idée républicaine et à la filiation par le sol, historique enfin avec la référence aux grands moments de notre passé. Ce n'est pas un hasard si pendant longtemps, l'histoire a été une matière reine dans le système sco-

laire français. L'identité nationale est une notion dont les éléments sont définis mais dont le contenu peut changer. Pendant 25 ans, le Front national a eu un quasi-monopole sur cette question et la France a perdu 25 ans à ne pas s'atteler à une définition positive, notamment en raison d'un sentiment de mauvaise conscience sur la colonisation et du fait de l'absence de débat sur la guerre d'Algérie. Fallait-il, pour autant, se débarrasser du concept d'identité nationale, ou bien faut-il le faire évoluer ? Je crois qu'il faut lui donner un contenu progressiste et ouvert.

Auteur d'un rapport au ministre de l'enseignement supérieur sur la diversité.



D.R. *“La France a perdu 25 ans à ne pas s'atteler à une définition positive, notamment en raison d'un sentiment de mauvaise conscience.”*

Benjamin Stora,
Professeur des universités
à l'Institut national des langues
et civilisations orientales
(Inalco)

*“Deux conceptions :
l'une ouverte et multiculturelle,
l'autre fermée et repliée
sur elle-même”*

L'identité nationale se caractérise comme un ensemble, à travers le partage de la langue, de l'histoire, mais aussi de la famille ou des relations sociales. Mais c'est surtout une notion évolutive. L'histoire politique délimite les facteurs d'appartenance à l'identité nationale. Il existe deux conceptions de l'identité nationale : l'une ouverte et multiculturelle, l'au-

tre fermée et repliée sur elle-même. Or, les idéologies qui visent à magnifier la nation, sur une idée exclusive, sont des courants en recul. L'élection de Barack Obama montre que la conception ouverte l'a emporté. Le bloc sudiste des Etats Unis, reposant sur un communautarisme blanc, a perdu. En France, il existe une conception de l'identité nationale, centrée sur un passé exclusivement européen. Cette conception ne regarde pas les hommes du Sud, elle est archaïque. L'identité nationale, c'est aussi la mondialisation autrement vue que par le prisme de l'immigration. La nouvelle génération, celles des 18/25 ans, est dans cette mondialisation avec ses codes, comme Facebook, et ses références musicales.



D.R. *“C'est surtout une notion évolutive.”*

Patrick Weil,
directeur de recherche au
centre de l'histoire du XX^e siècle
(CNRS), spécialiste
de l'immigration

*“Le problème vient du fait
que chacun veut décliner
son identité individuelle
dans son rapport à la nation”*

J'ai des réserves sur l'usage de ce terme, qui donne le sentiment de quelque chose d'unique et de figé, pour ce qui est mouvante et relatif. Le fait d'être élevé dans une nation, une histoire, une langue, dans une société permet

d'attribuer certaines caractéristiques. Plutôt qu'une identité nationale, ces éléments communs vont constituer des règles de vie en société. Mais chacun va décliner de façon individuelle son identification à la nation. Il y a, par exemple, des Français monarchistes qui regrettent que l'on évolue dans un régime républicain d'autres qui s'identifient à Jeanne d'Arc plutôt qu'à Clemenceau. Aujourd'hui dans le processus de mondialisation et lorsqu'on observe aujourd'hui les effets de la crise mondiale, les Etats-nations sont les rares pôles de stabilité et d'identification.



D.R. *“Plutôt qu'une identité nationale, ces éléments communs vont constituer des règles de vie en société.”*

Suzanne Citron,
Professeur agrégée d'histoire

*“La mutation de la France
“indivisible” en une France
plurielle, européenne et
terrienne”*

“L'identité nationale” désigne-t-elle un objet identifiable ou cette expression n'est-elle que le trompe-l'œil dans l'espace public de fantasmes liés à l'immigration et surmédiatisés ? L'identité, en ses divers sens - permanence d'un être dans le temps, similitude de plusieurs, ressort intime d'une personnalité - présume la matérialité, la réalité de l'objet ou de la personne impliqués. Si débattre de l'identité “nationale” concerne la nation, cette dernière est alors supposée sensuellement perceptible ou définie comme un être éternellement semblable, sans commencement ni fin. Certes au milieu du XIX^e siècle l'historien Michelet, grand prêtre laïque de la France, affirma être le premier à l'avoir vue “comme une âme et comme une personne”. Il la proclama patrie de l'universel, cautionnant ainsi la future bonne conscience coloniale de la nation républicaine. Cette composante est-elle encore plausible ? S'agissant des Français(es) en chair et en os, la scolarisation obligatoire a plaqué l'identité nationale en imposant à tous les mêmes ancêtres gaulois. L'illusion d'une origine et d'un passé communs, négatrice de la diversité, est-elle toujours recevable ? Patrie de l'universel, ancêtres



D.R. *“La scolarisation obligatoire a plaqué l'identité nationale en imposant à tous les mêmes ancêtres gaulois.”*

gaulois, ces spécificités “historiques”, dessinées par la III^e République comme fondement imaginaire du vivre ensemble, sont obsolètes. La vraie composante de notre identité collective est à venir : la mutation de la France “indivisible” en une France plurielle, européenne et terrienne.

Auteur de : “Le Mythe national, histoire de la France revisitée”.

Michel Renard,
Professeur d'histoire

*“Aucune nomenclature
n'épuise l'identité nationale.
Elle est une alchimie
mystérieuse”*

Le mot “nation” n'appartient plus à la langue commune. Pour certains, il n'est qu'un théâtre “citoyen” privé de généalogie ou l'enclos de “diversités” rivalisantes. Pour d'autres, la France est une réalité antérieure à notre naissance ou à notre arrivée dans le pays. Une langue et une littérature prolifiques, des édifices et des trésors artistiques, une topographie rurale, une armature étatique, une tradition culinaire. Il n'y a aucun racisme là-dedans. Le souvenir d'une histoire longue : Verdun en 843, Bouvines en 1214, Jeanne d'Arc, le Grand Siècle, la Révolution française. Et plus près de nous la conquête républicaine de la démocratie et de laïcité, l'aventure coloniale, Verdun en 1916, les sacrifices de la Résistance, l'égalité homme-femme. Cette identité “a mon cœur dans mon enfance” disait Montaigne. La “mémoire” aussi a changé. Elle n'est plus l'héritage de cette positivité, mais le lessivage d'un passé condamné : l'esclavage, la Terreur, la colonisation, Vichy, la guerre d'Algérie. Faut-il oublier la courtoisie puis l'humanisme, le rationalisme de Descartes, la résistance au fanatisme chez Voltaire, le souffle de Hugo ? Ou encore la charité de Vin-



D.R. *“La “mémoire” aussi a changé. Elle n'est plus l'héritage de cette positivité, mais le lessivage d'un passé condamné.”*

cent de Paul et le rayonnement du curé d'Ars ? Aucune nomenclature n'épuise l'identité nationale. Elle est une alchimie mystérieuse. Un “principe spirituel résidant des complications profondes de l'histoire” (Renan) mais capable d'accueillir des apports culturels et religieux venant l'enrichir sans prétendre le supplanter.

Co-auteur fait-il avoir honte de l'identité nationale

Europcar



POUR CONTINUER À LA PARCOURIR, PRÉSERVONS-LA.



La terre, à la fois mystérieuse, spectaculaire et pleine de surprises. Autant de raisons, pour louer une voiture et partir à l'aventure. Autant de raisons également de vouloir la préserver, d'œuvrer pour son développement durable et de s'assurer que nous pourrions encore partir à sa rencontre. Servir nos clients est une chose, s'assurer qu'ils auront encore des lieux magiques à découvrir en est une autre.

www.europcar.com

Audité par
BUREAU VERITAS
Certification



Finance islamique

La charia à la corbeille

La Place de Paris veut devenir "islamo-compatible" pour attirer les capitaux.

"RENONCEZ, si vous êtes croyants, à ce qui vous reste des profits de l'usure. Si vous vous repentez, votre capital vous restera. Ne lésez personne et vous ne serez pas lésé." Non, il ne s'agit pas d'une publicité alléchante sur de nouveaux produits financiers, mais d'une citation du Coran (sourate Albakara) reprise dans le dossier de la *Revue Banque* de novembre 2007 consacré à la finance islamique. Car c'est un marché à prendre ! "Les capitaux gérés ou susceptibles d'être gérés dans le cadre de la finance islamique vont connaître une croissance rapide et durable : de 700 milliards de dollars aujourd'hui à 1300 milliards à l'horizon 2020", estime Arnaud

chargé d'évaluer la conformité des produits aux principes. Il peut s'apparenter à la famille des fonds éthiques. Et, faut-il le préciser, cela n'a rien à voir avec les circuits du financement du terrorisme. Membre du G 20, l'Arabie Saoudite n'a nullement milité pour mettre la finance internationale sous la tutelle de conseils de la charia. ... La finance islamique ne recueille, il est vrai, qu'une faible proportion des capitaux des pays musulmans.

Il reste que, selon Europlace, la "philosophie de la finance islamique qui repose à la fois sur un investissement dans la durée et sur le partage du risque

La philosophie de la finance islamique repose sur l'investissement dans la durée et sur le partage du risque financier

de Bresson, le délégué général de Paris Europlace. Et la Place financière française de mettre en avant ses atouts pour attirer ce type de capitaux.

Certes, les difficultés actuelles de la finance internationale donnent en contrepoint un vrai pouvoir de séduction aux principes de fonctionnement de la finance islamique. Quels sont-ils ? La *Revue Banque* retient quatre préceptes de base : l'interdiction de l'intérêt fixe/prêteur ; le partage du profit et des pertes (l'investisseur se comporte comme un entrepreneur et partage les risques et les rendements) ; l'interdiction de l'incertitude des ventes et par extension de la spéculation (cela signifie que les produits dérivés sont strictement prohibés) ; toute transaction financière doit être sous-tendue par un actif tangible et identifiable.

Les fonds islamiques ont un mode de gouvernance qui comporte un conseil de la charia,

financier rend ce modèle particulièrement adapté à la période actuelle. Coexistence ou revanche ? Youssef Al Qaradoui, un théologien musulman parmi les plus influents, n'hésite pas à porter le fer : "L'effondrement du système capitaliste fondé sur l'usure et sur le papier et non sur l'échange de marchandises démontre que la philosophie économique islamique se tient", déclarait-il le 12 octobre dernier.

Dans ce contexte, Paris Europlace ne cherche surtout pas à engager la bataille idéologique. Son objectif est plus modestement de vendre la Place de Paris aux capitaux islamiques - ce que fait déjà sur grande échelle la City. C'est tout le sens du rapport "Jouini-Pastré" qui rêve, "au prix d'un petit nombre de réformes", de faire de la Place de Paris le leader mondial de la finance islamique. Un gisement d'épargne stable à recycler !

Elyès Jouini, directeur scientifique de l'Institut



Elyès Jouini, directeur de l'Institut Europlace de Finance : "la finance islamique partage de nombreuses racines avec la finance conventionnelle".

Europlace de Finance, professeur à Paris Dauphine, souligne qu'au-delà des incompréhensions "la finance islamique partage avec la finance conventionnelle de nombreuses racines". En particulier, le droit romain est plus proche du droit islamique que ne l'est le droit anglo-saxon. Et il existe déjà en France des techniques appropriées cadrant avec la demande de la finance islamique. Comme le régime des marchands de biens, le crédit-bail, les obligations indexées, ou le prêt participatif. Ce dernier instrument est d'ailleurs "islamo-compatible". Dans le numéro 253 des *Cahiers de prospective bancaire & financière*, Churci Serhal, avocat chez Gide Loyrette Nouel, explique : "le principe du partage des pertes et des profits suivant une répartition déterminée à l'avance entre le prêteur et l'emprunteur constitue le substitut à la prohibition de toute rémunération ba-

sée sur un taux d'intérêt. Cette obligation de partager pertes et profits est l'essence même du prêt participatif".

Le droit français aura tout de même besoin d'une série d'aménagements. Que détaille le rapport "Jouini-Pastré" en alignant 10 propositions pour attirer 100 milliards d'euros d'épargne, du régime de la fiducia à la neutralité fiscale pour les opérations d'achat/revente - les montages de la finance islamique subsistent dans l'immobilier un surcoût de 2 % du prix d'acquisition à cause d'une structuration juridique obligeant à passer deux fois devant le notaire. "Nous adapterons notre environnement juridique", a promis Christine Lagarde. Apparemment, Bercy ne redoute pas un débordement. Un marché international régi par le taux d'intérêt n'est-il pas le marché ultime ?

jean-michel.lamy@nouveleconomiste.fr

toute prise de position susceptible de faire débat - exemple, le fait que le futur président soit favorable à la peine de mort pour les auteurs de certains crimes, opposé au mariage homosexuel, ou encore franchement porté sur le protectionnisme en matière d'économie mondiale - et donc, de ternir le portrait éclatant qui s'en dessinait au fil des semaines. De quoi en oublier que, Barack Obama a beau être démocrate, il n'en reste pas moins plus à droite que le président Sarkozy...

Pour le sociologue et historien Michel Wierwiora, cette série d'omissions relèverait presque de la superstition. "Dans cette vague d'adhésion, cette véritable Obamania, on n'a vu que ce que l'on

la "pipolisation", explique-t-il. Avec Barack Obama, la tentation de tomber dans la starmania était d'autant plus irrésistible que les personnages y prêtait parfaitement. Résultat, tout s'est passé comme lors d'un lancement de produit : tout ce qui est de l'ordre de la mesure est écrasé. On est dans l'emballement. Il faut attendre un second temps pour qu'émerge une analyse moins univoque, plus subtile."

Pour Jean-Marie Denquin, professeur à Paris X et auteur de *La Politique et le Langage*, le fait même que Barack Obama soit noir a contribué à inhiber la critique. "Cela le rendait emblématique et a sans aucun doute contribué au surin-

L'omission, partielle ou totale, de toute prise de position susceptible de faire débat et donc, de ternir le portrait éclatant qui s'en dessinait au fil des semaines

avait envie de voir c'est indéniable, mais il était difficile d'être critique avec lui alors même que tout le monde ne craignait qu'une chose : qu'il ne soit pas élu, estime-t-il. Résultat, on a occulté certains aspects de son programme pour ne pas risquer de diluer l'emballement affectif. Ce n'est qu'une fois le résultat acquis que l'on commence à y regarder de plus près et que certaines aspérités sont révélées."

À cela s'ajoute la tendance actuelle des médias à donner dans la "starification" et le fait que Barack Obama, avec son charisme, son physique à la Harry Roselmack et sa dimension hautement emblématique, constituait, pour cet exercice, un sujet de premier choix. C'est en tout cas l'opinion de l'écrivain et spécialiste politique Pierre Servent pour qui une telle unanimité dans l'enthousiasme et l'adhésion s'explique d'abord par cela. "Aujourd'hui, tout ce qui est de l'ordre de la nuance a beaucoup de mal à passer dans les médias, surtout dans les médias audiovisuels qui sont largement prescripteurs, et qui jouent de plus en plus

caroline.castets@nouveleconomiste.fr

Entre les lignes par Henry Lauret

Le temps qui passe

Quand le libéralisme s'effondre, le retour de l'Etat s'impose et le PS implose !



On peut parfaitement, en guise de compliment, dire que le G 20 fut un succès puisqu'il n'a pas été un échec et que c'était là, en somme, son premier enjeu. Certains espèrent, et ils n'ont pas forcément l'esprit plus retors, que le congrès de Reims aura permis de solder l'interminable transhumance socialiste engagée depuis la fin de Mitterrand. Il fut un temps où la France se piquait d'avoir la droite la plus bête du monde. La gauche, sitôt, Jospin abattu en vol, a repris le témoin avec l'insouciance des enfants indigènes. Le socialisme de papa, celui des Jaurès, Blum, Mollet, Mendès et Mitterrand est-il mort pour le compte ? Balayons l'idée, discutable, probablement fausse, selon laquelle la perversion du PS par ses propres élites dirigeantes ferait le crépuscule de la gauche socialiste. Les apprentis Dieux sont certainement tombés sur la tête, mais la France reste une terre de gauche fertile. L'écroulement de Wall Street ne profite pas plus à Besancenot aujourd'hui que naguère la chute du communisme aux thèses de l'extrême droite. L'irrésistible ascension du lepénisme, on ne l'a pas oublié, devait autant à l'indigente pensée de droite, l'absence criarde de leadership, et le machiavélisme d'un sphinx nommé Mitterrand.

Egotistes, les socialistes ne sont tout de même pas assez stupides pour entretenir une confusion des esprits autour des calamités de la finance, des réalités du marché, le retour inévitable de l'Etat, la nécessaire régulation et l'économie administrée qui a bu la tasse à la fin des années 80. Au lendemain du méga-sommet de Washington, Strauss-Kahn appelait son monde (et ses camarades

Strauss-Kahn bénit Sarkozy de l'avoir soustrait au concours des ambitions individuelles au PS

socialistes) à affronter la mondialisation pour éviter le protectionnisme. Et, faute de mieux, à décréter la relance par déficit budgétaire. Reims ? "C'était Reims contre qui ?", a marmonné dans les couloirs un DSK sardonique. Edifiant. Depuis qu'il a atterri au FMI, Strauss-Kahn bénit Sarkozy de l'avoir soustrait au débat des ambitions individuelles qui, au PS, s'est substitué au concert des idées et des courants. Des années trente au "ni-ni", la gauche s'était imposée par le mouvement, le progrès social, une certaine modernité. Elle s'incarnait dans le parti des idées. Tout se passe comme si son patrimoine culturel s'est volatilisé, exprime en raccourci l'historien philosophe Marcel Gauchet.

Le PS en coma profond

En coma profonds depuis avril 2002, en crise de nerfs depuis mai 2007, le PS ne sait plus où il penche, ballotté entre la peur du postier anticapitaliste et la vraie fausse tentation du centre selon Bayrou. Pauvre PS : ni Besancenot ni Bayrou et, par-dessus tout cela, secoué comme de l'Orangina par Caesar imperator à l'Elysée ! Le triomphe de Sarkozy contre Royal, c'est "Sarko m'a tué...", souffle un cacique. Pauvre PS, sans chef ni projet. Le chef, disaient fièrement les grenadiers de 14, c'est celui qui porte les bottes de chef.

Faits révélateurs

par Pascal Lorot

Il fallait en sortir. La crise de confiance entre l'Europe et la Russie consécutive à la guerre russo-géorgienne d'août dernier avait conduit au gel des discussions stratégiques entre les deux parties du continent. Le 10 novembre, l'Union européenne a annoncé la reprise prochaine des pourparlers avec Moscou sur un nouvel accord de "partenariat". Quelques jours plus tard, précisément le 14 novembre, le sommet UE-Russie de Nice permettait une reprise concrète du dialogue.

La question géorgienne était dans tous les esprits. En déclarant : "la fédération de Russie a tenu la plupart de ses engagements" en Géorgie, Nicolas Sarkozy en sa qualité de président en exercice de l'Union européenne aura délivré un satisfécit à Moscou, ce qui a ravi cette dernière. Dans le domaine de la sécurité, Dmitri Medvedev a fait un pas en faveur de la détente sur le "Vieux Continent". Alors qu'il avait annoncé au début du mois le déploiement prochain de missiles balistiques à courte portée de type Iskander dans l'enclave russe de Kaliningrad, en réaction au futur

Hollande, "le plus apte de tous", selon un intime du président de la République, finit en guenilles. Delanoë, instable sur ses bases, a révélé ses limites, celles de Paris *intra muros*. Royal trace sa route et n'en fera qu'à sa tête : tout pour la présidentielle et le pouvoir à tout prix. Un peu le modèle Sarkozy à l'UMP. Hamon, faux nez d'Emmanuel, occupe tout l'espace à gauche de la gauche. Et Aubry, poussée dans l'en-but par le pack des éléphants Jospin, Rocard, Fabius, revient du diable vauvert, avec l'obsession, victorieuse ou pas, de faire la loi au cœur de l'appareil que l'illustre père, Jacques Delors, répugnait à investir. Trois postulants, du jamais vu depuis 1945 ! La guerre des drôles de dames, en marge de la bataille des idées, c'est la conception même du pouvoir, du parti, ainsi que les contours du socialisme anti-Sarkozy qui se jouent entre Royal et Aubry. Bataille de l'opinion. Chant des partisans. A Reims, le PS s'est aussi émietté sur fond de révolution institutionnelle : c'est l'élection de la première secrétaire au suffrage universel des militants qui fera la ligne du parti et non plus le vote des textes d'orientation... Quand la proportionnelle fait des dégâts à gauche, c'est bien qu'il y a quelque chose de pourri dans le royaume !

Le glas de l'économie dérégulée

Partout, la banqueroute sonne le glas de l'économie dérégulée. Partout, le monde se mobilise pour conjurer la récession. Le modèle tout libéral est mort, ce sont les libéraux eux-mêmes qui le clament, hypocrites à souhait. Le vent bascule à gauche. Le PS se montre impuissant à tirer parti de l'Histoire quand elle refonde la légitimité du politique sur le pouvoir de l'argent, de l'intervention de l'Etat dans le marché, de l'autorité de la puissance publique sur les intérêts économiques et sociaux. Aux Etats-Unis, Bush suspend le plan

Récession ou pas, nous n'en sommes qu'aux prémices d'un marasme économique sans précédent

Paulson. Obama entonne l'hymne de l'unité nationale et tend la main à McCain. Il veut sortir d'Irak en 18 mois, mais surtout, mobiliser l'argent public pour sauver l'industrie sous les décombres et aider les millions d'écloués de la crise. Citigroup annonce des suppressions d'emplois colossales. Quelques dizaines de grands industriels d'Europe lancent un SOS spectaculaire et poignant aux dirigeants politiques ! Aidez-nous ! Relancez avant qu'il ne soit trop tard, chère Angela, plutôt que de vous cloîtrer dans la tour de Berlin ! Rien n'y fait ! Quand la crise impose une clarification idéologique, les camarades de Solferino se taclent joyeusement face aux micros et caméras. Quand la dépression menace les classes moyennes et populaires, ils s'investissent à la télé. Les électeurs apprécieront. Avant et après Washington, Nicolas Sarkozy, lui, savoure "le retour de la politique". Le PS peut-il imploser ? Bayrou en rêve. Le PS est certes en lambeaux, mais Sarko n'est pas du genre à faire la boulette de croire que la gauche est déjà au purgatoire des morts-vivants. Il songe à renforcer Devedjian en vue du combat de rue contre la première secrétaire élue et sa troupe. Il ne doute pas une

seconde que des fortes têtes, forts en gueule, lui seront très très utiles à l'UMP face à des socialistes humiliés, revanchards, et qui sont servis sur un plateau par la crise et son cortège de nouvelle pauvreté. Par le passé, le PS a toujours montré qu'il savait assumer ses haïnes et taire ses différends après la bataille, quelle qu'elle ait été l'intensité de l'affrontement. A côté de celui de Rennes, le Congrès de Reims, "c'était de la bibine", grommelle un fabiusien de la première heure. Oui, mais le temps a passé et le monde n'est surtout plus ce qu'il était.

Le social s'éveille

Plus qu'un frémissement, le social s'éveille : avions, trains, poste, enseignement, les mouvements pullulent comme les champignons d'automne. Pour sa part, Guillaume Peppy a compris : il revient sur sa réforme du fret pour éviter une autre grève à la SNCF. Les retards chroniques des TGV ont déjà suffisamment irrité l'Elysée... A Matignon comme au Château, on ne s'y trompe guère : récession ou pas, nous n'en sommes qu'aux prémices d'un marasme économique sans précédent. Si l'an 2009 nous réserve des surprises, ce seront sûrement celles des plans et des fermetures de sites en préparation ; celles de l'accroissement du chômage, des faillites et des déficits en gestation. Le moyen de faire autrement ? L'Alle-

On n'ira pas jusqu'à dire que Bush a fait pire pour le capitalisme que les staliniens pour le communisme. Encore que...

tagne, le Japon, le Royaume-Uni sont officiellement en récession. La France en réchappe de peu, pour l'instant, et tant mieux. Il y a quelque chose de pathétique à vouloir s'agripper au deuxième chiffre après la virgule d'une statistique qui prête à révision et sera sans doute corrigée le moment venu. Récession ou croissance négative ? La vérité sociale n'est évidemment pas dans la sémantique. Et pendant qu'on y est, suggérons à Bercy un autre oxymore : décroissance positive.

On n'ira pas jusqu'à dire que Bush a fait pire pour le capitalisme que les staliniens pour le communisme. Encore que... La photo glacée du sommet de Washington, pas plus que les communiqués volontaires, n'ont convaincu les marchés que la crise était *under control*. Elle ne l'est évidemment pas. D'ici à la fin de l'année, il peut encore y avoir de bien mauvaises surprises dans l'univers de la finance au pied de chez nous. Bien entendu, les engagements de principe du G 20 en termes de régulation ne sont pas à dédaigner. Nicolas Sarkozy, ici, s'est vu récompenser de sa hargne. DSK a fait oublier ses écarts conjugaux. Si le patron français du FMI parle de "combattre la peur", c'est que le Fonds est particulièrement bien placé pour évaluer l'étendue du désastre économique planétaire. L'urgence absolue est à la relance. Il n'y a pas de relance mondiale, mais des pays qui relancent. La France voudrait, mais n'en a pas les moyens. L'Allemagne pourrait, mais n'en veut pas. Entre Paris et Berlin, malgré les dénégations de l'estimable Claude Guéant, ce n'est pas la joie, simplement la concorde.

Au fait, la toute nouvelle première secrétaire aurait-elle une idée ?



GEOPOLITIQUE

Retrouvailles avec la Russie

Nécessité fait loi : après la tension de l'été, la Russie renoue avec l'Europe et réciproquement. Bases du nouveau rapport de forces.

bouclier antimissile américain en Europe qui doit être installé en Pologne et en République tchèque, le président russe a accepté le gel de sa décision dans l'attente d'une discussion globale sur la sécurité en Europe, proposée par Nicolas Sarkozy et réunissant Russie, UE

bord, la chaleur de la rencontre doit beaucoup à la proximité existant entre Nicolas Sarkozy et Dmitri Medvedev et au fait que ce soit la France, jusqu'en décembre prochain, qui préside l'Union. Le clivage entre partisans de la réconciliation (France, Allemagne

Le manque d'investissements réalisés au cours des dernières décennies pourrait contraindre la Russie à ouvrir son domaine énergétique - ce que demande Bruxelles

et OTAN en juin ou juillet 2009. Medvedev veut ainsi donner le temps à la nouvelle administration américaine de s'installer et de réviser, le cas échéant, le projet de "bouclier antimissile". La cordialité des "retrouvailles" euro-russes ne doit pas pour autant masquer un certain nombre de réalités moins favorables. Tout d'a-

encore rétifs à un dialogue étroit avec Moscou (Europe balte, Pologne, Royaume-Uni et Suède) reste en effet réel. D'autre part, les désaccords demeurent importants entre l'Europe et la Russie. Cette dernière n'accepte pas l'interventionnisme de Bruxelles en Géorgie, en Ukraine et en

Moldavie, sans parler des perspectives d'une adhésion future à l'Union ou à l'OTAN (les deux allant souvent de même, comme les élargissements européens en 2004 et 2007 l'ont montré). L'annonce prévue en décembre 2008 par Bruxelles du lancement d'un projet de "partenariat oriental" - sur le modèle de l'Union pour la Méditerranée -, à l'est du continent et qui inclurait la Biélorussie, irrite également au premier chef Moscou. A l'inverse, la situation d'extrême dépendance de l'Europe à l'égard de la Russie pour ce qui est de ses approvisionnements en gaz joue en faveur de Moscou. Même si le manque d'investissements réalisés au cours des dernières décennies pourrait contraindre la Russie à ouvrir son domaine énergétique - ce que demande Bruxelles - afin de maintenir son niveau de production et, *in fine*, des flux de recettes qu'il serait autrement difficile à compenser eu égard à la faible diversification des exportations du pays.